

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 16 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ROUDIL S.A.

49 route de la Foire
74650 Chavanod

Références : 20231031-RAP-InspectionRoudilInondation-vs
Code AIOT : 0006101771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement CARRIERES ROUDIL S.A. implanté PLANAZ ET CHAMP CHAR 74270 Desingy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a appelé l'inspection des installations classées le 31 octobre 2023, pour signaler qu'un merlon au niveau du périmètre de la carrière avait cédé suite aux fortes pluies. Les limons de la carrière entraînés par les eaux pluviales se sont écoulés sur la route, le champ en contre-bas et ont inondé la route, une partie du champ en contre-bas et le garage d'un riverain

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ROUDIL S.A.
- PLANAZ ET CHAMP CHAR 74270 Desingy
- Code AIOT : 0006101771
- Régime : Autorisation

La Société ROUDIL a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière alluvionnaire sur les communes de Desingy et Frangy par arrêté préfectoral du 14 mai 2019 pour une durée de 15 ans.

A la date de l'arrêté, le gisement a été estimé à 1 400 000 tonnes. Le rythme d'extraction est 140 000 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé pour la remise en état du site est de 3 900 000 tonnes.

Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I. Code de l'environnement, article L. 512-20	Prescriptions complémentaires de mesures d'urgences	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'article 12.3. « Remblayage de carrière » de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières : « le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. ».

En l'état, l'inspection considère que l'exploitant ne peut pas justifier que les conditions de remblaiement prescrite dans l'article 12.3 de l'arrêté ministériel précité, permettent la stabilité du remblayage et la bonne gestion des eaux pluviales.

A la suite des conséquences de cet incident liées aux fortes pluies et en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, conformément à l'article L. 512-20 du code de l'environnement, il convient donc de procéder en urgence à prescrire :

- l'analyse géotechnique concernant la validation des conditions de remblaiement afin de s'assurer de la pérennité de la stabilité des différents talus ;
- l'analyse du fonctionnement précis des différentes arrivées d'eau sur le site. Les solutions pour ne pas nuire au bon écoulement des eaux devront être déterminées et dimensionnées.

Ainsi, au vu des constats réalisés lors de l'inspection et des déclarations de l'exploitant, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement un arrêté préfectoral de mesures d'urgences imposant les mesures additionnelles suivantes :

- rectifier les pentes provisoires pour permettre les écoulements gravitaires vers le centre de la carrière. Une analyse hydrologique, devra justifier de la bonne gestion des eaux pluviales pour ne pas créer de désordres pendant la phase des travaux de remblaiement du secteur 1 ;
- réaliser une étude hydrogéotechnique du secteur 1 compte-tenu de la présence des limons en fond de fouille pour déterminer les conditions de remblaiement et de remise en état de la zone en s'assurant de la stabilité des remblais et de la bonne gestion des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Remblayage de carrière
Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : La zone à l'origine des écoulements des eaux pluviales à l'extérieur de la carrière est le secteur 1 au Sud. Suite à l'extraction des matériaux terminée au printemps 2023 et au remblaiement en cours de la zone, un point bas a été créé et lors des fortes pluies des jours précédent la dépression s'est remplie d'eau. Le fond de cette zone qui est le fond d'extraction est limoneuse et peu perméable. Elle est limitée au Sud en limite de la carrière par des merlons de 1 à 2 m fait avec des terres de découverte de 2ème horizon puis de terres végétales. Elle est limitée au Nord par des talus de remblais puis la route qui traversait la carrière (voie communale n°6) et qui doit être remise en état après extraction et remblaiement. L'accumulation des eaux dans le bassin a exercé une pression sur le merlon qui a cédé sur une portion localisée. Les eaux pluviales sont passées à travers le merlon sur une largeur de 2 à 3 m et ont emmené par

érosion des limons et de la terre à l'extérieur du périmètre de la carrière. Les eaux se sont d'abord écoulées sur les pentes du pré en aval puis le talus donnant sur la route puis sur la route (route des fruitières) et vers la maison du riverain pour rejoindre en aval le ruisseau de Planaz.

Lors de l'inspection, il a pu être constaté :

- que le merlon périphérique laissait s'écouler les eaux pluviales provenant de la dépression en aval dans le talus en contrebas ;
- l'écoulement des eaux était récupéré par le fossé le long de la route de la fruitière jusqu'à un avaloir puis vers le ruisseau de Planaz ;
- le fossé était en cours de modelage par une entreprise du BTP mandatée par l'exploitant afin d'éviter les écoulements de l'autre côté de la route chez le riverain ;
- le nettoyage du garage du riverain par l'exploitant était presque terminé ;
- le nettoyage de la route était en cours en partie avec de l'eau sous pression, le long de la maison et ensuite par une balayeuse qui était sur place , pour le reste de la route qui était encore couverte de boue par endroit ;
- les eaux rejetées dans le ruisseau de Planaz étaient très chargées en matière en suspension ;
- les eaux provenant de l'amont du ruisseau de Planaz étaient claires, contrairement aux écoulements en aval du rejet ;
- l'exploitant avait essayé de mettre en place une pompe au niveau de la dépression où s'était accumulé l'eau dans la carrière , mais celle-ci n'était pas suffisante pour assurer le relevage des eaux.

Suite à l'inspection l'exploitant s'est engagé :

Actions immédiates :

- mettre en place un pompage efficace ;
- remettre en état le merlon avec du tout-venant pour stopper les écoulements à l'extérieur de la carrière le soir même ;
- mettre en place une procédure de surveillance afin de vérifier que le niveau d'eau dans la dépression ne s'élève pas.

Action à moyen terme :

- rectifier les pentes provisoires pour permettre les écoulements gravitaires vers le centre de la carrière.

Action à long terme :

- réaliser une étude hydrologique du secteur 1 compte-tenu de la présence des limons en fond de fouille pour le remblaiement de la zone pour assurer la stabilité des remblais et une bonne gestion des eaux pluviales.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de prescrire ces travaux et études par arrêté préfectoral imposant ces mesures additionnelles d'urgence conformément à l'article L. 512-20 du code de l'environnement

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois